



lundi 5 juin 2017

## **Les grands titres:**

- L'ONU appelle à l'unité pour stopper la détérioration de la santé des océans
- Journée de l'environnement : l'ONU appelle les peuples à se rapprocher de la nature
- Afrique de l'Ouest : face aux défis sécuritaires, l'ONU appelle la CEDEAO à s'attaquer aux racines de l'extrémisme
- Cinquante ans après la guerre arabo-israélienne, seule la solution à deux Etats peut amener la paix, selon l'ONU
- Décès du Directeur d'UNFPA, Babatunde Osotimehin : le monde perd un champion de la santé et du bien-être pour tous
- La croissance mondiale se renforcera cette année pour atteindre 2,7 %, selon la Banque mondiale
- Iraq : 100.000 enfants menacés par l'aggravation du conflit dans l'ouest de Mossoul
- Afghanistan : l'envoyé de l'ONU appelle à prendre des mesures urgentes pour mettre fin au cycle de violences
- Royaume-Uni : le chef de l'ONU condamne les attentats de Londres
- Chypre : le chef de l'ONU annonce la reprise des négociations en juin

## **L'ONU appelle à l'unité pour stopper la détérioration de la santé des océans**



Des pêcheurs à Evia, en Grèce (janvier 1973). Photo ONU/Tsagris

**5 juin** - A la Conférence sur les océans qui a débuté lundi au siège de l'ONU à New York, de hauts responsables des Nations Unies ont appelé les Etats membres à mettre de côté leurs intérêts nationaux de court terme et à travailler ensemble pour mettre fin à la détérioration de la santé des océans de la planète.

« L'amélioration de la santé de nos océans est un test pour le multilatéralisme et nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer. Nous devons aborder ensemble les problèmes de gouvernance qui nous ont retardés », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dans un discours à l'ouverture de cette conférence.

« Je sais qu'il y a de nombreux obstacles qui nous empêchent d'avancer. Mais nous avons besoin d'une nouvelle vision stratégique. Je demande à tous les États membres de s'engager dans un dialogue nécessaire pour définir un nouveau modèle



pour la gouvernance future de nos océans », a-t-il ajouté. « Si nous ne dépassons pas les intérêts territoriaux et en matière de ressources qui bloquent les progrès depuis trop longtemps, l'état de nos océans continuera de se détériorer. Nous devons mettre de côté les gains nationaux de court terme afin d'éviter une catastrophe mondiale à long terme ».

### *Rôle crucial des océans dans la lutte contre le changement climatique*

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Peter Thomson, co-organisateur de la Conférence avec la Suède, a estimé pour sa part que « très probablement, cette conférence représente la meilleure opportunité pour inverser le déclin que l'activité humaine a causé aux océans ».

« Nous sommes ici au nom de l'humanité pour restaurer le caractère durable, l'équilibre et le respect dans nos relations avec notre mère primitive, la source de la vie, l'océan. Le moment est venu pour nous de corriger nos façons de faire qui sont néfastes », a-t-il ajouté.

Selon lui, il est inexcusable que « l'équivalent d'une benne à ordures remplie de déchets plastiques soit déversé dans l'océan chaque minute ». « Les pratiques de pêche illégales et destructives, ainsi que les subventions nuisibles à la pêche, font que nos stocks de poissons sont proches de l'effondrement », a encore dit M. Thomson.

Des milliers de personnes participent à cette conférence, qui doit durer jusqu'au vendredi 9 juin, y compris des chefs d'État et de gouvernement, des représentants de la société civile, des dirigeants d'entreprises, ainsi que des défenseurs de la vie marine et océanique.

Le Secrétaire général de l'ONU a rappelé que les océans fournissent de la nourriture, de l'énergie, de l'eau, et des emplois à beaucoup de gens à travers le monde. Ils ont un rôle crucial dans la lutte contre le changement climatique et représentent une ressource énorme pour le développement durable.

« La santé des océans et des mers est inextricablement liée à la santé de la planète », a insisté M. Guterres.

### *Pollution, surpêche, effets du changement climatique menacent les océans*

Mais cette relation est menacée par la pollution, la surpêche et les effets du changement climatique. Selon une étude récente, les matières plastiques pourraient l'emporter sur les poissons dans les océans d'ici 2050. La montée du niveau de la mer menace des pays entiers. Les océans se réchauffent et deviennent plus acides, provoquant le blanchiment des coraux et réduisant la biodiversité.

Face à cette situation, le chef de l'ONU a réclamé des mesures concrètes, notamment l'élargissement des aires marines protégées, une meilleure gestion du secteur de la pêche, la réduction de la pollution, et le nettoyage des déchets plastiques.

Le Gabon a annoncé lundi à la Conférence la création d'un réseau d'aires marines protégées composé de neuf nouveaux parcs marins et 11 réserves aquatiques. Cette initiative élargit ainsi les eaux protégées du Gabon de 53.000 km<sup>2</sup>.

M. Guterres a également réclamé des engagements financiers qui traduisent la volonté politique inscrite dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris sur le climat et le Programme d'action d'Addis-Abeba.

Selon lui, les Nations Unies ont un rôle crucial à jouer. « Nous nous sommes engagés à fournir un soutien intégré et coordonné pour la mise en œuvre de tous les accords historiques de l'année écoulée », a-t-il dit.

## Journée de l'environnement : l'ONU appelle les peuples à se rapprocher de la nature



Des jeunes riverains de la forêt nationale du Tapajet se baignent dans la rivière pour se rafraîchir de la chaleur intense du soleil brésilien. Photo: ONU / Eskinder Debebe (archives)

**5 juin** - A l'occasion de la [Journée mondiale de l'environnement](#), les Nations Unies invitent les femmes et les hommes du monde entier à réfléchir à la façon dont ils font partie de la nature et dont ils en dépendent.

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres appelle ainsi les individus à être « en communion avec la nature » et à apprécier cette planète qui nous protège.

« Les océans, la terre, les forêts, l'eau, l'air que nous respirons, c'est notre environnement, la clef de voute d'un avenir durable », a déclaré M. Guterres dans un [message vidéo](#). « Sans un environnement sain, il est impossible de mettre fin à la pauvreté et d'atteindre la prospérité », a-t-il ajouté faisant explicitement référence aux [Objectifs de développement durable](#).

« Nous avons tous un rôle à jouer pour protéger notre seule et unique maison », a souligné le Secrétaire général. « Nous pouvons utiliser moins de plastique, prendre moins la voiture, gaspiller moins de nourriture, développer ensemble notre sensibilité », a-t-il cité comme exemples d'actions responsables et respectueuses de la nature.

### *Prendre le temps de mieux comprendre la nature pour mieux l'apprécier et mieux la protéger*

Célébrée le 5 juin chaque année, la Journée mondiale de l'environnement est la journée internationale la plus importante pour encourager des mesures positives en faveur de l'environnement. Cette année, les célébrations principales seront organisées par le Canada avec pour thème '[Rapprocher les gens de la nature](#)'.

Alors que plus de la moitié des habitants de la planète vivent dans les zones urbaines qui sont en constante croissance, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), [Erik Solheim](#), craint que les citoyens perdent le contact avec l'environnement et souligne que la protection de cette dernière est devenu plus que jamais essentiel.

« Quand le travail prend le pas sur la vie de chacun d'entre nous, les opportunités de profiter du monde naturel sont moindres », a déclaré M. Solheim dans un message publié à l'occasion de la Journée. « C'est un problème pour tout le monde dans les zones urbaines ».

Le Directeur exécutif du PNUE rappelle que les rivières, les forêts, les déserts, les prairies, les océans et tous les écosystèmes qui constituent la planète permettent d'offrir tout ce dont l'humanité a besoin pour survivre et prospérer.

« Sans ces systèmes naturels sains, notre vie moderne commencerait à s'écrouler », rappelle M. Solheim. « Cependant, ces systèmes sont la plupart du temps si complexes qu'il est très difficile de comprendre combien ils sont importants. Un changement qui semble insignifiant : pollution, déforestation, détournement d'une rivière – peut en fait causer des effets désastreux. Nous le voyons avec le changement climatique ».

La préservation de l'environnement comme garantie de la survie de l'être humain, peut paraître comme une évidence, « mais comment protéger tout cela si nous comprenons à peine ces liens ? » demande le chef du PNUE, soulignant que les individus doivent pleinement comprendre ces connexions afin de pouvoir se sentir plus proche de la nature.

« Le sentiment que nous éprouvons lorsque nous sortons en plein air, dans la nature, est un sentiment qui nous dépasse. Pratiquement tous ceux qui se sont déjà aventuré dans la nature ont éprouvé ce sentiment de manière instinctive », estime M. Solheim.

« C'est pour cette raison que nous demandons aux gens de chercher à ressentir cette proximité à nouveau, de prendre l'air, de se rapprocher de la nature », explique le chef de l'agence onusienne pour l'environnement « Et quand nous nous rapprochons

de la nature, nous nous donnons la chance de la comprendre, et par conséquent de contribuer à sa sauvegarde ».

### *Ouvrir les sites naturels au public pour sensibiliser au développement durable*

La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), [Irina Bokova](#), s'est également fait l'écho de cet appel aux femmes et aux hommes à se reconnecter à la nature.

« Plus la relation entre les populations et leur environnement naturel est étroite, plus il est probable que ces populations mesurent l'importance de la nature et de sa biodiversité, du patrimoine et des ressources en eau, au service de leur propre bien-être et de l'avenir de la planète », a déclaré Mme Bokova dans un message pour la Journée.

Pour la Directrice générale, cet esprit guide l'ensemble de l'action de l'UNESCO, qui s'incarne dans un réseau mondial, unique en son genre, de sites désignés par l'Organisation, « conçus pour rapprocher l'Homme de la nature, en dessinant une nouvelle carte du monde – une carte d'unité et de paix, au-delà des frontières, entre les femmes et les hommes et leur environnement ».

Les [réserves de biosphère de l'UNESCO](#), les [géoparc mondiaux UNESCO](#) et les [sites du patrimoine mondial](#) – qui recouvrent souvent des surfaces stratégiques ou des ressources en eaux souterraines essentielles – rassemblent plus de 2000 sites exceptionnels dans le monde. « Tous emploient les populations locales et sont très largement ouverts au public, car nous savons désormais que c'est le plus sûr moyen de favoriser un développement plus inclusif et durable, respectueux des limites de la planète », a souligné la chef de l'UNESCO.

## **Afrique de l'Ouest : face aux défis sécuritaires, l'ONU appelle la CEDEAO à s'attaquer aux racines de l'extrémisme**



Mohammed Ibn Chambas, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Photo ONU/Rick Bajornas

**5 juin** - Au 51<sup>e</sup> sommet de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui s'est tenu dimanche à Monrovia, au Libéria, le Représentant spécial du Secrétaire général pour la région, Mohamed Ibn Chambas, a appelé les Etats membres de l'organisation régionale à rester mobilisés sur les questions de paix et de sécurité, sans négliger le développement et les droits de l'homme.

En présence du Président gambien « dûment élu », Adama Barrow, le chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) a salué la transition démocratique en Gambie qu'il a qualifiée de « triomphe des efforts collectifs ». Il a également félicité la Côte d'Ivoire pour son élection en tant que membre du Conseil de sécurité.

« Même si nous célébrons nos réussites, nous devons reconnaître que les sources de préoccupation subsistent », a toutefois prévenu M. Chambas.

« Nous devons inverser l'état de non-droit qui affleure une grande partie du Sahel, créant des zones entièrement ingouvernables où la présence de l'État peut difficilement être ressentie », a-t-il dit, soulignant que malgré la vigilance, le crime organisé, les prédicateurs de haine et les trafiquants de stupéfiants, de personnes et d'armes continuent de traverser les frontières.

Le Représentant spécial a rappelé que le vide sécuritaire à travers le Sahel a produit deux forces qui s'opposent : d'une part, les extrémistes violents et les réseaux criminels sont en concurrence pour combler le vide. D'autre part, cela a conduit les communautés locales à s'armer pour protéger leurs familles, leurs terres et leurs biens, y compris leur bétail.

« Face à de telles lacunes, les gens se tournent vers les liens primordiaux de la langue et de la lignée pour rechercher la protection au sein des groupes, même s'ils ne sont pas d'accord avec leurs idéologies extrémistes qui menacent de déchirer

les communautés », a dit M. Chambas. « Nous devons continuer de faire tout notre possible pour éviter, à tout prix, que la quête de la sécurité ne se transforme en conflit et en davantage de violence criminelle ».

### *Pas de sécurité et de stabilité durable sans développement durable, inclusif et juste*

Le Représentant spécial a salué les mesures prises par le Niger, le Mali et le Burkina Faso pour renforcer leur collaboration et s'est dit impressionné par leurs efforts, avec le Tchad et la Mauritanie, pour mettre en place la Force commune G5-Sahel pour combattre leurs ennemis communs.

M. Chambas a souligné que les Nations Unies restaient « résolues à travailler avec les pays du G5-Sahel dans la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel autour de ses piliers de gouvernance, de sécurité, de résilience et de développement ».

Le Représentant spécial a salué la libération de 82 filles qui avaient été capturées par Boko Haram dans la ville de Chibok, l'accélération de la reconstruction, les efforts militaires concertés des pays du bassin du lac Tchad (Nigéria, Niger, Cameroun et Tchad), les succès militaires de la Force multinationale mixte, ainsi que la détermination du peuple et du gouvernement de Nigéria.

« Les Nations Unies continueront de soutenir ces initiatives. Nous ne pouvons pas baisser la garde », a dit l'envoyé de l'ONU.

Pour lui, la question d'un développement juste est cruciale pour consolider les gains en termes de paix et de sécurité. « Ne pas fournir des services de base et des possibilités de moyens de subsistance viables dans les zones touchées risque de réduire nos succès récents contre Boko Haram », a-t-il prévenu. Selon lui, alors que les extrémistes continuent sévir, « nous devons redoubler d'efforts pour travailler ensemble et partager le renseignement, renforcer la coopération transfrontalière et gagner la confiance des communautés ».

Le chef d'UNOWAS s'est également dit encouragé par la détermination de plusieurs gouvernements de l'Afrique de l'Ouest à s'attaquer à la menace de la corruption. « Il est important pour les États de promouvoir une meilleure gouvernance transparente, un développement inclusif, fournir des infrastructures, répondre aux besoins sociaux de base tels que la santé et l'éducation, et lutter contre l'injustice et l'impunité », a dit M. Chambas, qui s'est réjoui des efforts déployés par les pays de la région pour moderniser les institutions de gouvernance.

### *Poursuivre la consolidation des efforts démocratiques*

Le Représentant spécial a fait part des encouragements de l'ONU envers la poursuite du dialogue en Guinée et au Togo afin de « briser des impasses politiques de longue date et à consolider la paix et la démocratie ».

Il a salué la déclaration conjointe des partis politiques libériens en faveur d'une élection présidentielle libre et non violente prévue en octobre et dit espérer que la Sierra Leone progressera également avec la tenue d'élections « libres, justes et crédibles » en mars 2018.

Il a également demandé instamment aux parties prenantes en Guinée-Bissau d'accélérer leurs consultations afin de mettre fin à la paralysie prolongée du gouvernement.

Pour le Représentant spécial, les événements récents en Côte d'Ivoire ont encore montré que le leadership politique, la réconciliation nationale, la lutte contre l'impunité et la réforme du secteur de la sécurité doivent aller de pair. « Nous sommes tous d'accord pour dire que mettre le secteur de la sécurité sous un contrôle démocratique complet doit être une priorité », a-t-il rappelé.

## Cinquante ans après la guerre arabo-israélienne, seule la solution à deux Etats peut amener la paix, selon l'ONU



Un point d'accès à un village du gouvernorat d'Hébron bloqué par les forces israéliennes en juin 2016 (archives).

Photo: OCHA

**5 juin** - Alors qu'il y a 50 ans débutait la guerre arabo-israélienne appelée aussi 'guerre des Six jours', le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a appelé à ne pas abandonner l'objectif de la solution à deux Etats et a réitéré son offre de travailler avec toutes les parties prenantes concernées pour soutenir un véritable processus de paix.

En 1967, du 5 au 10 juin, la guerre qui a opposé les forces israéliennes d'une part et les armées égyptienne, jordanienne et syrienne d'autre part, a entraîné l'occupation israélienne de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est, de Gaza et du Golan syrien ainsi que le déplacement de centaines de milliers de Palestiniens et de Syriens.

« Cette occupation a imposé un lourd fardeau humanitaire et de développement au peuple palestinien », a rappelé M. Guterres dans une déclaration publiée lundi. « Parmi eux, des Palestiniens, génération après génération, ont été forcés de grandir et de vivre dans des camps de réfugiés de plus en plus bondés, beaucoup dans une pauvreté abjecte et avec peu ou pas de perspectives de vie meilleure pour leurs enfants », a-t-il déploré.

Le Secrétaire général a souligné que l'occupation a façonné la vie des Palestiniens et des Israéliens et a alimenté les cycles récurrents de violence et de représailles. « Sa perpétuation envoie un message indubitable à des générations de Palestiniens selon lequel leur rêve d'Etat est destiné à rester seulement un rêve; et aux Israéliens que leur désir de paix, de sécurité et de reconnaissance régionale reste inaccessible ».

Pour le chef de l'ONU, mettre fin à l'occupation qui a commencé en 1967 et obtenir un résultat négocié aboutissant à deux Etats est le seul moyen de jeter les bases d'une paix durable qui réponde aux besoins de sécurité israéliens et aux aspirations palestiniennes d'Etat et de souveraineté. « C'est le seul moyen de réaliser les droits inaliénables du peuple palestinien », a-t-il dit.

La poursuite de la construction et de l'expansion des colonies, la violence et son incitation, l'accumulation d'armes illicites et l'activité militante à Gaza risquent de créer la réalité d'un Etat qui est incompatible avec la réalisation des aspirations légitimes nationales et historiques des deux peuples, a prévenu M. Guterres.

« Il est maintenant temps de revenir aux négociations directes pour résoudre toutes les questions concernant le statut final sur la base des résolutions, des accords et du droit international pertinents de l'ONU », a déclaré le Secrétaire général. « Il est maintenant temps de mettre fin au conflit en établissant un Etat palestinien indépendant, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité avec l'Etat d'Israël ».

M. Guterres a rappelé que le règlement du conflit israélo-palestinien permettra d'éliminer un élément moteur de l'extrémisme et du terrorisme violents au Moyen-Orient et ouvrira les portes à la coopération, à la sécurité, à la prospérité et aux droits de l'homme pour tous.

« En 1947, sur la base de la résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations Unies, le monde a reconnu la solution à deux Etats et a appelé à l'émergence d'«Etats indépendants arabe et juif» », a rappelé le chef de l'ONU. « Le 14 mai 1948, l'Etat d'Israël est né. Près de sept décennies plus tard, le monde attend toujours la naissance d'un Etat palestinien indépendant ».

## Décès du Directeur d'UNFPA, Babatunde Osotimehin : le monde perd un champion de la santé et du bien-être pour tous



Directeur exécutif d'UNFPA, le Dr. Babatunde Osotimehin, avec une adolescente syrienne ayant des besoins spéciaux dans le camp de Nizip, en Turquie. Photo: UNFPA / Nezih Tavlas

**5 juin** - Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) a annoncé lundi la disparition de son Directeur exécutif, le Dr Babatunde Osotimehin.

Originaire du Nigéria, le Dr. Babatunde est décédé à son domicile dans la nuit de dimanche à lundi à l'âge de 68 ans, précise l'UNFPA dans un communiqué. Médecin de formation et spécialiste de la santé publique, le Dr Babatunde était, depuis le 1er janvier 2011, le quatrième Directeur exécutif de l'UNFPA.

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, s'est dit profondément attristé par le décès soudain de son « bon collègue et ami », le Dr Babatunde et a transmis ses sincères condoléances à sa famille, au personnel d'UNFPA, au gouvernement et au peuple du Nigéria, ainsi qu'à toutes les personnes dans le monde qui ont été touchés par cette perte.

« Le monde a perdu un grand champion de la santé et du bien-être pour tous », a dit M. Guterres dans une déclaration publiée lundi. « Le Dr Babatunde était admiré dans le monde entier pour son leadership à la tête du Fonds des Nations Unies pour la population et pour son plaidoyer énergique pour les femmes et les filles du monde en particulier ».

Le Secrétaire général a rappelé que la santé sexuelle et reproductive et les droits en matière de reproduction pour lesquels s'est battu le Dr Babatunde, font partie des sujets les plus importants et souvent sensibles de l'ordre du jour international en matière de santé et de développement.

« Les ardents et sincères efforts du Dr Babatunde a aidé les familles à obtenir les services de santé sexuelle et reproductive dont elles ont besoin et a aidé le monde à faire progresser l'historique programme d'action du Caire de 1994 sur la population et le développement », a rappelé M. Guterres. « Sa voix a été inestimable au fil des années, y compris lorsqu'il fut Ministre de la Santé du Nigéria, pour insister sur (l'importance de) la planification familiale, de l'éducation des femmes, de la santé des enfants et de l'action contre le SIDA comme composantes essentielles du progrès humain ».

Pour l'UNFPA la disparition du Dr Babatunde est une terrible nouvelle pour l'Organisation « et pour l'ensemble des personnes, en particulier les femmes, les filles et les jeunes, auxquelles il a consacré sa vie sans relâche, depuis ses premières années comme médecin au Nigéria ».

Le Dr Babatunde avait particulièrement à cœur la défense des trois grands objectifs de développement que sont l'éradication des décès maternels évitables, des pratiques néfastes envers les femmes et les filles, ainsi que la prise en charge intégrale des besoins de planification familiale, a souligné l'agence onusienne.

L'UNFPA s'est dit déterminé à continuer le travail du Dr. Babatunde en faveur des femmes et des jeunes. « L'organisation continuera de défendre les droits de l'homme et la dignité de toutes et de tous, notamment les adolescentes les plus vulnérables ».

## La croissance mondiale se renforcera cette année pour atteindre 2,7 %, selon la Banque mondiale



Un port commercial au Sri Lanka. Photo Dominic Sansoni/Banque mondiale

**5 juin** - La Banque mondiale anticipe que la croissance économique mondiale devrait se raffermir en 2017 pour atteindre 2,7% tandis que la reprise des activités manufacturières et des échanges commerciaux, le regain de confiance sur les marchés et la stabilisation des prix des produits de base permettront aux pays émergents et en développement exportateurs de ces produits de renouer avec la croissance.

Selon l'édition de juin 2017 des 'Perspectives pour l'économie mondiale' de la Banque, la croissance des économies avancées s'accélénera en 2017 pour atteindre 1,9% — une embellie qui profitera aussi aux partenaires commerciaux de ces pays. Les conditions de financement à l'échelle mondiale restent favorables et les cours des produits de base se sont stabilisés. Dans le contexte de cette amélioration de la conjoncture internationale, la croissance de l'ensemble des pays émergents et en développement atteindra 4,1% cette année contre 3,5 % en 2016.

La croissance des sept plus importantes économies émergentes devrait se renforcer au point de dépasser son rythme moyen à long terme à l'horizon 2018. La reprise de l'activité dans ces économies devrait avoir une nette incidence positive sur la croissance des autres pays émergents et des économies en développement ainsi qu'à l'échelle mondiale.

Des risques importants assombrissent toutefois les perspectives. La mise en œuvre de nouvelles pratiques restrictives en matière d'échanges internationaux pourrait faire avorter l'encourageant rebond du commerce mondial.

L'incertitude persistante qui pèse sur les politiques publiques risque de saper la confiance et décourager l'investissement. Dans un climat de volatilité exceptionnellement faible sur les places financières, une réévaluation soudaine par le marché des risques liés aux politiques ou du rythme de normalisation de la politique monétaire des pays avancés pourrait provoquer des turbulences financières. À long terme, la faiblesse persistante de l'accroissement de la productivité et de l'investissement risque de ternir les perspectives de croissance des pays émergents et en développement qui jouent un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté.

« Cela fait trop longtemps que la faiblesse de la croissance freine la lutte contre la pauvreté : il est donc encourageant de constater que l'économie mondiale donne des signes de raffermissement », commente le Président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim. « Les pays devraient saisir l'occasion de cette reprise fragile, mais réelle, pour réformer les institutions et les marchés de manière à attirer l'investissement privé et soutenir ainsi la croissance sur le long terme. Les pays doivent aussi continuer à investir dans les ressources humaines et renforcer leur résilience face aux défis — changement climatique, conflits, déplacements forcés de populations, famine, maladies, etc. — qui se conjuguent les uns aux autres ».

Le rapport met l'accent sur les inquiétudes suscitées par l'augmentation de l'endettement et des déficits des pays émergents et en développement : une hausse brutale des taux d'intérêt ou un durcissement des conditions d'emprunt pourraient avoir des conséquences préjudiciables. À la fin de 2016, la dette publique était supérieure de plus de dix points de pourcentage du PIB à son niveau de 2007 dans plus de la moitié des pays émergents et en développement. Dans un tiers de ces pays, en outre, les soldes budgétaires se sont détériorés de plus de cinq points du PIB par rapport à leurs niveaux de 2007.

« La nouvelle rassurante, c'est la reprise des échanges commerciaux », constate Paul Romer, économiste en chef de la Banque mondiale. « Le problème est que l'investissement reste faible. C'est pourquoi nous modifions nos priorités de financement sous forme de prêts au profit de projets susceptibles de stimuler des investissements de suivi de la part du secteur privé ».

## Iraq : 100.000 enfants menacés par l'aggravation du conflit dans l'ouest de Mossoul



Suite aux combats à Mossoul, en Iraq, des réfugiés en route vers le camp d'Al-Hol, près de la frontière iraquienne, dans le nord-est de la Syrie. Photo UNICEF/UN037295 /Soulaiman (archives)

**5 juin** - Le Représentant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en Iraq, Peter Hawkins, a déclaré lundi avoir reçu des informations alarmantes sur des civils, y compris plusieurs enfants, qui ont été tués dans l'ouest de Mossoul. Certains d'entre eux auraient été tués alors qu'ils essayaient de fuir les combats qui s'intensifient rapidement.

« La vie des enfants est en jeu. Les enfants sont tués, blessés et utilisés comme boucliers humains. Les enfants sont témoins d'une violence terrible qu'aucun être humain ne devrait être voir. Dans certains cas, ils ont été forcés de participer aux combats et à la violence », a souligné Peter Hawkins dans un communiqué de presse.

Selon le Représentant de l'UNICEF, on estime qu'environ 100.000 filles et garçons vivent dans des conditions extrêmement dangereuses dans la vieille ville et dans d'autres quartiers de la partie ouest de Mossoul. Des hôpitaux et d'autres établissements médicaux auraient été attaqués.

« Alors que les combats se poursuivent, l'UNICEF appelle toutes les parties prenantes dans l'ouest de Mossoul à protéger les enfants et à les mettre hors de danger, conformément à leurs obligations en vertu du droit humanitaire », a dit M. Hawkins. « Les attaques contre les civils et les infrastructures civiles, y compris les hôpitaux, les cliniques, les écoles, les maisons et les réseaux d'adduction d'eau doivent cesser immédiatement ».

L'UNICEF répond aux besoins urgents en matière de protection des enfants et des familles vulnérables qui fuient le conflit, notamment en travaillant au regroupement familial pour les enfants séparés de leurs parents ou de leurs familles élargies ; en assurant une représentation juridique pour les enfants détenus par les forces de sécurité ; et en offrant un soutien psychosocial et une assistance spécialisée pour les enfants en difficulté.

L'UNICEF travaille également avec des partenaires pour pré-positionner des fournitures d'urgence, y compris de l'eau potable et des articles d'hygiène, le long des différentes voies de déplacement pour atteindre le plus grand nombre de personnes possible.

Dans les camps pour les déplacés, l'UNICEF fournit des services alimentaires, des services de santé de base, de l'eau et de l'hygiène pour soutenir les enfants et les familles les plus vulnérables.

## Afghanistan : l'envoyé de l'ONU appelle à prendre des mesures urgentes pour mettre fin au cycle de violences



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, Tadamichi Yamamoto, devant le Conseil de sécurité. Photo ONU/Eskinder Debebe et dépourvue d'humanité ».

**3 juin** - Le Représentant spécial du Secrétaire général en Afghanistan, Tadamichi Yamamoto, a condamné samedi l'attaque contre un cortège funèbre pacifique à Kaboul.

Selon les informations rapportées par la presse, au moins sept personnes ont été tuées et plus de 100 blessées par trois explosions survenues samedi dans un cimetière des environs de la capitale afghane.

« Je souhaite exprimer mes sincères condoléances à la famille et aux amis des victimes, tous les civils, qui ont encore une fois subi une perte indescriptible », a déclaré M. Yamamoto dans un communiqué, fustigeant l'attaque comme « moralement répréhensible

Pour M. Yamamoto qui est également chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), l'attaque perpétrée samedi par « ceux qui cherchent opportunément à utiliser ces moments très fragiles pour déstabiliser l'Afghanistan » fait suite à une série de violences qui a touché l'ensemble du pays cette semaine à Khost, à Kaboul et dans d'autres provinces.

« Dans un contexte de tant de souffrances, il est maintenant temps de rechercher l'unité et la solidarité », a déclaré le Représentant spécial, qui dans ses entretiens avec un large éventail de leaders politiques afghans, a souligné l'importance de l'unité. Ces derniers ont convenu que travailler ensemble est essentiel pour arrêter le cycle de la violence, a indiqué M. Yamamoto. « Le calme est maintenant demandé ».

La priorité urgente pour le chef de la MANUA est d'assurer la sécurité à Kaboul, la capitale afghane continuant de connaître le plus grand nombre de victimes civiles.

« Comme je l'ai dit à maintes reprises, l'objectif ultime en Afghanistan doit être une paix négociée », a souligné M. Yamamoto. « Des mesures significatives doivent être prises pour obtenir un arrêt immédiat et national de la violence », a-t-il ajouté, encourageant toutes les parties à entamer des discussions à ce sujet et rappelant que les Nations Unies sont disposés à les aider.

« Je continue à exhorter tous les membres de la communauté internationale à mettre fin à ce cycle de violence et à soutenir les bases d'une paix durable », a dit le Représentant spécial, rappelant que la prochaine réunion de Kaboul sur la paix et la sécurité régionales offre une occasion immédiate de le faire.

M. Yamamoto a indiqué être en contact constant avec les membres de la communauté diplomatique pour assurer un soutien cohérent.

## Royaume-Uni : le chef de l'ONU condamne les attentats de Londres



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Photo: ONU/Violaine Martin (archives)

**4 juin** - Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a condamné les attaques terroristes qui ont frappé Londres samedi soir.

Selon des informations rapportées par la presse et le gouvernement britannique, une camionnette a foncé sur des piétons circulant sur le pont London Bridge avant de se diriger vers le quartier londonien de Borough Market. Trois assaillants sont alors descendus du véhicule et ont poignardé des passants avant d'être neutralisés par la police.

Le bilan dimanche matin était de sept morts et de 48 blessés. M. Guterres a exprimé ses condoléances aux familles des victimes et souhaité un prompt rétablissement aux personnes

blessées dans ces attaques.

« Le Secrétaire général exprime sa solidarité avec le peuple et le Gouvernement du Royaume-Uni alors qu'ils combattent le terrorisme et l'extrémisme violent », a dit son porte-parole, Stéphane Dujarric, dans une déclaration à la presse publiée dimanche matin.

Le chef de l'ONU espère que les responsables de cette violence « injustifiable » seront rapidement retrouvés et traduits en justice.

« Il s'agit d'une lutte dans de nombreuses régions du monde qui oblige la communauté internationale à joindre ses efforts pour traduire en justice ceux qui utilisent des tactiques inhumaines tout en protégeant et en promouvant les valeurs fondamentales, les droits et les principes que les terroristes cherchent à saper avec ardeur », a souligné le porte-parole du Secrétaire général.

## Chypre : le chef de l'ONU annonce la reprise des négociations en juin



Point presse du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, en présence des dirigeants chypriote turc (à gauche) et chypriote grec le 4 juin 2017 au siège des Nations Unies à New York. Photo: ONU #724258

**5 juin** - Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a rencontré dimanche soir au siège de l'ONU à New York le dirigeant chypriote grec, Nicos Anastasiades, et le dirigeant chypriote turc, Mustafa Akinci, afin de discuter des façons de faire progresser les pourparlers sur Chypre.

« Les deux dirigeants et le Secrétaire général se sont mis d'accord sur la nécessité de convoquer à nouveau la Conférence sur Chypre en juin conformément à la déclaration du 12 janvier de la conférence », a déclaré M. Guterres lors d'un point de presse organisé à l'issue de sa rencontre et en présence de M. Anastasiades et de M. Akinci.

« Tous ont convenu que le chapitre sur la sécurité et les garanties revêt une importance vitale pour les deux communautés », a souligné le Secrétaire général, précisant que les progrès réalisés dans ce chapitre sont un élément essentiel pour parvenir à un accord global et renforcer la confiance entre les deux communautés en ce qui concerne leur sécurité future.

M. Guterres a ajouté que son Conseiller spécial pour Chypre, Espen Barth Eide, s'engagera avec tous les participants dans la préparation d'un document commun pour orienter les discussions sur la sécurité et les garanties, en fonction des résultats des réunions de la Conférence sur Chypre qui ont eu lieu précédemment à Genève et à Mont Pèlerin, en Suisse.

Le chef de l'ONU a souligné que les dirigeants chypriote grec et chypriote turc ont convenu de poursuivre parallèlement les négociations bicommunautaires à Genève sur toutes les autres questions en suspens, en commençant par le territoire, la propriété et la gouvernance et le partage du pouvoir.

Les dirigeants et le Secrétaire général ont convenu que toutes les questions seront négociées de manière interdépendante « et que rien n'est convenu jusqu'à ce que tout soit convenu », conformément à la déclaration conjointe du 11 février 2014.

Dans le prolongement de cette réunion, M. Guterres a indiqué qu'il s'adressera aux autres participants de la Conférence sur Chypre à savoir la Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni ainsi que l'Union européenne en tant qu'observateur.